

A propos de la conférence mondiale contre le racisme, à Durban

Rony Brauman

2001

Marianne, septembre 2001.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

A propos de la conférence mondiale contre le racisme, à Durban

Rony Brauman

Que peut-on attendre d'une Conférence mondiale contre le racisme ? L'extinction de ce fléau ? Non, évidemment. Des mesures concrètes, des engagements publics de gouvernements ? Pas plus, car le racisme, ce sont toujours les autres, les voisins, les ennemis, qui le portent, comme chacun sait. Dès lors, les prises de position sont d'abord des accusations et l'invocation des droits de l'homme une rhétorique de combat. C'est ce que l'on constatait au temps de la guerre froide, et il serait naïf de s'étonner que cette instrumentalisation des droits de l'homme et de l'antiracisme persiste après la chute du mur de Berlin. Les violences identitaires, les violations des droits de la personne n'étaient pas un produit de la confrontation Est-Ouest, il n'y a donc aucune raison pour qu'elles aient disparu avec celle-ci. Le racisme existe, nous l'avons tous rencontré, et il n'appartient en propre à personne, à aucune culture ni aucun pays. Du Japon au Burundi, des Etats-Unis à l'Algérie, de la Birmanie à Israël en passant naturellement par la France, la Russie et bien d'autres pays, les formes de ce mépris varient. Un seul trait les rassemble : la dénégation. Depuis le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud, aucun Etat ne se présente officiellement comme fondé sur une « race » ni n'accepte de reconnaître une quelconque forme de discrimination instituée. Mais l'inventaire des formes de violences exercées dans le monde sur fond d'exaltation identitaire reste à faire. C'est à cette tâche que le forum des ONG, tenu en parallèle de la conférence de l'ONU, devait s'atteler : les sources et manifestations diverses du racisme, ainsi que les mesures et recours possibles pour prévenir et traiter, tels étaient les thèmes primordiaux de ce vaste colloque informel. La question des castes, par exemple, a fait l'objet de vives discussions, l'Inde pesant de tout son poids pour que cette forme de discrimination soit écartée de l'ordre du jour, tandis que des ONG, indiennes et internationales, se battaient pour qu'elle y figure.

Tout ce travail a été relégué à l'arrière-plan par le conflit israélo-palestinien, qui semble avoir dévoré la conférence des Etats aussi bien que le forum des ONG. Pourtant, sur les cent quatre-vingts paragraphes que contient le texte de la déclaration des ONG, six seulement sont consacrés aux Palestiniens et plusieurs traitent de l'antisémitisme, décrit comme « la forme de racisme la plus ancienne, la plus pernicieuse et la plus répandue ». Reste que, dans cette cacophonie assourdissante et cette foire d'empoigne qu'était l'assemblée des ONG, c'est Israël qui s'est retrouvé seul au banc des accusés, tombant sous le coup d'accusations extravagantes, comme celle d'être coupable « d'actes de génocide » à l'encontre des Palestiniens. Cela faisait assurément l'affaire de nombreux Etats, prompts à brandir l'oppression des Palestiniens dans le seul but de faire oublier les exactions dont ils se rendent eux-mêmes coupables.

La question de l'équivalence entre sionisme et racisme ne peut cependant pas être rapportée à une telle outrance propagandiste. Le sionisme a ceci de particulier qu'il est à la fois un mouvement d'émancipation nationale et un mouvement colonial. Les principes sur lesquels il se fonde n'ont rien de raciste. Mais la Palestine n'était pas un espace vide, contrairement au slogan des fondateurs « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », et l'Etat d'Israël se définit comme « un Etat juif ». D'où le divorce entre la théorie et la pratique, en ce qui concerne les citoyens arabes israéliens (20% de la population israélienne), discriminés par toutes sortes de mesures (accès à la terre, au crédit, à certaines fonctions administratives) tout en bénéficiant des avantages de la démocratie israélienne. Si elles ne figuraient pas dans le projet sioniste, les pratiques de discrimination raciale/religieuse en étaient une conséquence inéluctable, à l'instar des Etats qui mélangent religion et politique, même si elle n'était pas voulue. Dans les territoires occupés – la Cisjordanie et Gaza – la discrimination est totale, permanente, violente comme dans

toutes les situations coloniales. De plus, depuis le début de la deuxième Intifada, l'armée et la police israéliennes utilisent à l'encontre des manifestants arabes israéliens les méthodes répressives employées contre le soulèvement palestinien des territoires. On comprend, dans ces conditions, que même mal posée, la question du lien entre sionisme et racisme trouve naturellement sa place dans un forum international consacré aux pratiques discriminatoires.